



## 14ème législature

<b>Question N° :</b> <b>89491</b>	<b>De M. Gilbert Collard ( Non inscrit - Gard )</b>	<b>Question écrite</b>
<b>Ministère interrogé &gt; Intérieur</b>		<b>Ministère attributaire &gt; Intérieur</b>
<b>Rubrique &gt; politique extérieure</b>	<b>Tête d'analyse &gt; Moyen-Orient</b>	<b>Analyse &gt; minorités religieuses. attitude de la France.</b>
Question publiée au JO le : <b>29/09/2015</b> Réponse publiée au JO le : <b>24/01/2017</b> page : <b>612</b> Date de changement d'attribution : <b>07/12/2016</b> Date de renouvellement : <b>02/02/2016</b> Date de renouvellement : <b>24/05/2016</b> Date de renouvellement : <b>06/09/2016</b> Date de renouvellement : <b>20/12/2016</b>		

### Texte de la question

M. Gilbert Collard attire l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur la discrimination négative opérée par la France au détriment des chrétiens d'Orient. En effet, tout comme d'autres minorités, ils sont dans une situation dramatique. Ils n'ont souvent d'autre choix que la conversion à l'Islam ou le cercueil. Ces réfugiés ne sont aujourd'hui accueillis que par le Liban et la Jordanie, qui ne peuvent déployer que des moyens limités. Ces chrétiens syriaques, chaldéens et melkites d'Irak et de Syrie, qui ont perdu leurs biens et leurs familles, sont donc actuellement logés dans des camps de toile, des écoles, des caravanes ou des « algecos ». Or ces malheureux constatent aujourd'hui que le ministère français de l'intérieur ne leur délivre des visas qu'au compte-gouttes et après de très longs délais ; alors que des islamistes notoires s'infiltrent en France dans des délais beaucoup plus courts. Il souhaiterait donc connaître les raisons de cette discrimination négative au détriment des chrétiens d'Orient. Ne serait-il pas plus expédient d'orienter les migrants salafistes vers de nouveaux pays d'accueil comme le Qatar, l'Arabie saoudite ou le Koweït.

### Texte de la réponse

La France défend partout dans le monde la liberté de religion ou de conviction. Cela inclut notamment la défense du respect des droits des personnes appartenant aux minorités religieuses, tels que les Chrétiens d'Orient, en prenant en compte les liens spécifiques hérités de l'Histoire entre la France et les communautés chrétiennes au Proche et au Moyen-Orient. Aux côtés de la communauté internationale, la France s'emploie en premier lieu à ce que la protection de ces minorités puisse, dans toute la mesure du possible, être garantie dans leurs pays d'origine, dont elles constituent historiquement des communautés à part entière et dans lesquels elles ont vocation à pouvoir demeurer ou revenir. Les autorités françaises ont également mis en place des dispositifs d'accueil qui permettent aux personnes en besoin de protection qui ne peuvent rester dans leur région d'origine de venir s'établir en France au titre de l'asile. Ainsi, à la suite des exactions commises par Daesh en Irak au cours de l'été 2014, qui ont contraint les personnes appartenant à des minorités religieuses à l'exode vers le Kurdistan irakien, un dispositif d'accueil a été mis en place, qui s'adresse aux personnes persécutées ou individuellement menacées du fait de leurs convictions religieuses et ayant des liens forts avec notre pays, familiaux ou personnels ou se trouvant dans une situation de particulière vulnérabilité. Ce dispositif s'adresse également aux personnes appartenant à ces minorités



et se trouvant en situation de précarité dans un pays limitrophe (Jordanie, Liban et Turquie). Depuis le début de l'opération, plus de 3 800 ressortissants irakiens appartenant à des minorités religieuses persécutées ont été autorisés à venir en France au titre de l'asile. De même, une attention particulière est portée aux ressortissants syriens appartenant à une minorité religieuse persécutée qui sollicitent de venir en France au titre de l'asile et qui justifient de liens particuliers avec la France ou d'une situation de particulière vulnérabilité. Les personnes accueillies dans le cadre de ce dispositif bénéficient d'une procédure adaptée leur permettant d'obtenir dans des délais très courts le statut de réfugié ou la protection subsidiaire ainsi qu'un titre de séjour durable. Elles bénéficient également d'un accompagnement social dédié organisé par l'Office français de l'immigration et de l'intégration leur donnant la possibilité d'accéder rapidement à l'ensemble des droits sociaux et au contrat d'intégration républicaine, afin de faciliter leur accès à l'autonomie et leur insertion dans la société française. Ce dispositif, qui prend en compte la situation particulière de personnes menacées en raison de leurs convictions religieuses, est l'une des expressions de l'ouverture de la France à toutes les victimes de conflits et de persécutions, conforme à son histoire et aux valeurs de la République.